

Homicide à Lambaréné

Alan Mapika criblé de balles au cours d'une partie de chasse

Styve Claude ONDO MINKO  
Libreville/Gabon

LES habitants de Keri, une bourgade située à 20 km de Lambaréné, sur la route de Fougamou, ont vécu l'horreur, dans la nuit de mercredi à jeudi dernier. En effet, le corps criblé de balles d'Alan Mapika, Gabonais de 25 ans, a été retrouvé sous les bois de la forêt jouxtant ce hameau. Les éléments de la brigade de gendarmerie du chef-lieu de la province du Moyen-Ogooué sont pré-

sentement sur les dents, et sont à la recherche du ou des auteurs de ce crime odieux, sur instruction du procureur de la République, qui a immédiatement procédé à l'ouverture d'une enquête. En attendant, les Officiers de police judiciaire (OPJ) pensent que l'infortuné a probablement été abattu à la faveur d'une partie de chasse. Mais ils ne sauraient, à ce stade de l'investigation, dire s'il s'agit d'un acte réfléchi ou non. Le corps de Alan Mapika a été découvert par deux pêcheurs en quittant leur

campement, et alors qu'ils se trouvaient sur le chemin du village Keri. Selon un informateur proche du dossier, l'attention de ces derniers aurait d'abord été attirée par un feu de bois. Aussi, les deux hommes vont-ils s'écarter de leur piste, pour se diriger vers la source incandescente. A leur grande surprise, ils se retrouvent face à un corps sans vie. Devant un tel spectacle, les pêcheurs prennent peur, quittent précipitamment les lieux et se dirigent vers le village, situé à environ 20 km de la scène macabre.



Un petit foyer de feu aurait guidé les pêcheurs sur la scène de l'horreur.

Par la suite, la gendarmerie et le procureur de la République sont mis au courant de l'affaire par le chef du village Keri.

Avec qui Alan Mapika est-il allé chasser ? Quelles sont les personnes l'ayant approché avant cette partie de chasse mortelle ? Le

jeune homme avait-il des différends avec des villageois ? S'agit-il d'un crime savamment prémédité ou bien d'un accident de chasse ? Pourquoi celui-ci n'a-t-il donc pas été déclaré immédiatement ? Comment comprendre qu'on ait ouvert le feu sur une cible se trouvant à proximité d'un feu de bois, quand on sait que les bêtes s'approchent rarement des sources incandescentes ? Autant de questions auxquelles les éléments de la brigade territoriale centre de Lambaréné devront apporter des réponses.

À travers le monde

Lyon/France : Séquestrée et torturée par son ex pendant deux semaines

Mardi, un homme de 28 ans, domicilié à Rillieux-la-Pape, au nord de Lyon, a été interpellé pour des faits présumés de séquestration et de torture sur son ancienne compagne. Le 13 juin, cette dernière s'était rendue chez son ex-ami, à la demande de ce dernier. L'homme l'aurait alors enfermée dans le coffre de sa voiture puis l'aurait conduite dans un champ, à Miribel-Les-Echets, où il l'aurait frappée à plusieurs reprises à coups de barre de fer, indiquant jeudi la police lyonnaise. Loin de s'arrêter là, il l'aurait ensuite séquestrée chez lui pendant deux semaines, jusqu'à ce que, lundi dernier, la jeune femme, profitant de l'absence de son bourreau, parvienne à alerter les secours en criant depuis le balcon.

Montreuil/France : Un responsable des Restos du cœur agressé à coups de couteau

A Montreuil, près de Paris, en Seine-Saint-Denis, un responsable des Restos du cœur a été agressé hier matin, selon les informations recueillies par France Info, confirmant une information d'Europe 1. Il a été attaqué par un homme et une femme, à 7h45. D'après les premiers témoignages, l'homme a d'abord essayé de porter des coups de hache contre ce responsable, qui a réussi à l'esquiver. C'est alors que la femme l'a frappé avec un couteau. La victime a été blessée et transportée à l'hôpital. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Selon les informations de France Info, des témoignages évoquent des propos échangés liés à l'islam radical. Mais les autorités restent très prudentes sur ces éléments. Rien n'est exclu à ce stade.

Paris/France : Nouvelles menaces de mort à Charlie Hebdo

Le parquet de Paris a ouvert une enquête sur de récentes menaces de mort proférées contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo. Le journal a reçu, depuis le 8 juin, une vingtaine de messages menaçants sur sa page Facebook. Le 22 juin, un courrier manuscrit a été adressé à la rédaction, contenant la mention "Allah Akbar" et réitérant ces menaces de mort. La direction du journal a aussitôt déposé plainte. Personne n'a été interpellé à ce stade dans le cadre de cette affaire et les investigations se poursuivent, précisent les enquêteurs.

Irkoutsk/Russie : un avion de lutte contre les feux s'écrase avec 10 personnes à bord

Un avion de lutte contre les feux de forêt avec 10 personnes à bord a disparu des écrans radars hier matin vers 5 h 30 dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie. Selon le ministère russe des Situations d'urgence, l'Iliouchine IL-76 avait décollé une heure plus tôt. Il se trouvait à 3 000 mètres d'altitude quand il a perdu le contact avec les contrôleurs aériens. L'appareil qui luttait contre un incendie de forêt évoluait dans des conditions de vol difficiles avec d'importantes fumées. Il avait été envoyé en début de semaine avec deux autres avions et un hélicoptère pour venir en renfort aux équipes sur place.

Vincennes/France : Des détenus provoquent un incendie au centre de rétention

Emeute et incendie... La nuit a été agitée au CRA (centre de rétention administrative) de Vincennes, hier, à cinq heures du matin, des détenus ont mis le feu à des matelas. L'incendie s'est propagé, nécessitant l'intervention d'un important dispositif de police et des pompiers de Paris et l'évacuation des occupants. Le feu a été circonscrit rapidement. Les membres du cabinet du préfet de police sont rendus sur place, le sujet étant sensible...

Pau/France : Un septuagénaire, pédophile présumé, placé en détention

Un septuagénaire, pédophile présumé, a été mis en examen et placé en détention provisoire à la Maison d'arrêt de Pau (Pyrénées-Atlantiques), jeudi dernier. Il est soupçonné d'avoir commis des « agressions sexuelles », des « viols » et des « corruptions sur mineurs » depuis 1990 sur des garçons âgés de 8 à 15 ans. « Neufs victimes se sont identifiées pour l'instant », a indiqué à l'AFP le substitut du procureur de la République de Pau. Mais selon les enquêteurs, il pourrait y en avoir plus.

Rassemblés par COE

Faux et usage de faux à Makokou

Leur tentative de lui extorquer des fonds tourne court

SCOM  
Libreville/Gabon

JUNIOR Ndomboulola, 30 ans, conducteur, Serge Willy Eboua, 29 ans, abatteur d'arbres, et Boris Bokoue, 30 ans, charpentier, tous Gabonais, domiciliés à Mbolo, un quartier de Makokou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo, ont été interpellés, le lundi 20 juin dernier, par les éléments de l'antenne locale de la Police d'investigations judiciaires (Pij). Ils seraient les auteurs d'une tentative d'extorsion de fonds et d'usurpation de titre sur la personne de Valentin Ngotche, ressortissant camerounais de 27 ans et mécanicien établi au quartier Peloton, en se présentant à lui comme des agents de la Pij. Les trois mis en cause ont été déférés devant le procureur de Makokou, qui a ordonné leur incarcération à la maison d'arrêt locale, le lundi 27 juin.



De g. à d. : Boris Bokoue, Serge Willy Eboua et Junior Ndomboulola, les faux OPJ.

La mésaventure du Camerounais débute dans la nuit

du samedi 18 au dimanche 19 juin dernier, aux environs de 22 heures. Valentin Ngotche est victime d'une agression par des individus non identifiés, au cours de laquelle il sera dépossédé de la somme 700 000 francs et de sa carte de séjour ("L'Union" du week-end dernier). Le lendemain de cette attaque, vers 6 heures, Serge Willy Eboua, en se rendant à son travail, retrouve la carte de séjour de l'infortuné, non loin du bar "Le Sénat". Une fois sur le site de Khll, son entreprise, l'abatteur présente à ses collègues le document d'état

civil encore valable, dans l'espoir que quelqu'un reconnaisse son propriétaire. En vain. Alors qu'il rentre chez lui après le service, il trouve ses frères Junior Ndomboulola et Boris Bokoue, en train de prendre un pot dans un troquet. Aussi, leur fait-il part de sa trouvaille. C'est à ce moment-là que Boris lui apprend qu'il connaît le propriétaire du précieux document. Il ne reste plus aux trois frères qu'à se rendre au quartier Peloton, où ils frappent à la porte de l'intéressé, aux alentours de 19 heures. Va-

lentin Ngotche est chez lui. Ses visiteurs, pour lui rendre sa carte, exigent le paiement de la somme de 30 000 francs. L'intéressé, qui n'a pas cette somme sur lui, propose entre-temps à ses hôtes de contacter d'abord les agents de la Pij, afin de retirer la déposition consécutive à l'agression dont il a été victime auparavant. Cette proposition donne des idées à Junior Ndomboulola. Il explique au sujet camerounais qu'il a devant lui trois OPJ de l'unité en question. Et que le déplacement vers le QG de la Pij ne vaut donc pas la peine. Flairant l'arnaque, Valentin Ngotche, déjà victime d'une conspiration la veille, feint de passer un coup de fil à une supposée "grande sœur", laquelle est censée lui trouver un peu d'argent, pour récompenser les so-disant flics. Mais à leur grande surprise, Willy Eboua et ses frères sont cueillis par vrais limiers de la Police d'investigations judiciaires de Makokou, quelque temps après...



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Offre d'emplois

Poste :

- 1- Consultant International, Expert Juriste spécialisé en Droit Foncier ;
- 2- Consultant national géographe, spécialisé en gouvernance foncière ;
- 3- Consultant National Sociologue ;
- 4- Consultant National Juriste.

Lieu d'affectation : Libreville

Les dossiers de candidature comprenant une lettre de motivation, la notice personnelle de la FAO (disponible au siège du Bureau sous-régional, Batterie 4 à l'Immeuble Bel Espace derrière l'ambassade du Togo ou sur le lien : <http://www.fao.org/gabon/fao-au-gabon/appels-a-consultations/fr/>), un CV complet (avec les copies de diplômes/certificats) sont à déposer à l'attention de Mme BOUYI Tania Chimène épouse MOUTY, Assistante Administrative des Ressources Humaines « Consultant National Juriste (Libreville) » au plus tard le 13 juillet 2016.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées